Secrétariat du Conseil d'administration

Conseil d'administration
Séance du 23 juin 2022

Point 9

Modification de la délibération commune annexée au décret du 7 mars 2003 relative à la commission consultative paritaire

Délibération n°2022-16

PJ : Tableau des modifications par article de la délibération du Conseil d'administration prise en application du décret du 7 mars 2003

Le Conseil d'administration, après en avoir délibéré, approuve la modification de la délibération n°2003-26 du Conseil d'administration du 18 septembre 2003, relatif aux règles applicables aux personnels contractuels de droit public, prise en application du décret n°2003-224 du 7 mars 2003 plus précisément son titre 1er – chapitre IV relatif à la composition de la Commission consultative paritaire (CCP) et à l'élection des représentants du personnel au sein de cette commission, telle que précisée dans la pièce jointe.

Valérie DELAHAYE-GUILLOCHEAU
Présidente du Conseil d'administration

En application de l'article R. 5322-13 al2 du Code de la santé publique, approbation un mois après sa transmission aux ministres chargés de la santé, du budget et de la fonction publique, sauf opposition de l'un ou de ces ministres.

**PROPOSITIONS DE MODIFICATION DE LA DELIBERATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION PRISE EN APPLICATION DU
DECRET DU 7 MARS 2003**

Ces propositions de modifications font suite à la parution du décret n° 2022-662 du 25 avril 2022 pris en application du décret n°86-83 du 17 janvier 1986, modifiant les dispositions générales applicables aux agents contractuels de l'Etat. Elles concernent le titre 1^{er} chapitre IV de la délibération consacré aux dispositions communes aux différents établissements relevant du décret du 7 mars 2003 et plus précisément la commission consultative paritaire (CCP).

Rédaction actuelle de la délibération commune	Nouvelle rédaction proposée
<p>Article 15 : Le nombre des représentants du personnel est défini par décision du directeur général. Les parts respectives de femmes et d'hommes composant les effectifs pris en compte pour la détermination du nombre de représentants du personnel au sein de la commission sont fixées par décision du Directeur général six mois au plus tard avant la date de l'élection des représentants du personnel. Ces parts sont appréciées sur l'ensemble des agents contractuels de droit public représentés par cette commission au 1er janvier de l'année de l'élection des représentants du personnel. Elles sont déterminées au plus tard huit mois avant la date du scrutin.</p> <p>Toutefois, si dans les six premiers mois de cette année de référence une réorganisation des services ou une modification statutaire entraîne une variation d'au moins 20 % des effectifs représentés au sein de la commission, les parts respectives de femmes et d'hommes sont appréciées et fixées au plus tard quatre mois avant la date du scrutin.</p> <p>En cas d'élection partielle, l'effectif de référence est apprécié à la date d'effet de la décision à l'origine de l'organisation de cette élection.</p> <p>Les représentants du personnel, membres titulaires et suppléants, de la commission consultative paritaire sont désignés pour une période de quatre ans. Leur mandat peut être renouvelé. Toutefois, si la commission est renouvelée en cours de cycle électoral, les représentants du personnel sont élus, dans les conditions fixées par la présente délibération, pour la durée du mandat restant à courir avant le renouvellement général. Lors du renouvellement de la commission consultative paritaire, les nouveaux membres entrent en fonction à la date à laquelle prend fin le mandat des membres auxquels ils succèdent.</p>	<p><u>Rédaction de l'article 15 de la délibération commune inchangée :</u></p> <p>Le nombre des représentants du personnel est défini par décision du directeur général. Les parts respectives de femmes et d'hommes composant les effectifs pris en compte pour la détermination du nombre de représentants du personnel au sein de la commission sont fixées par décision du Directeur général six mois au plus tard avant la date de l'élection des représentants du personnel. Ces parts sont appréciées sur l'ensemble des agents contractuels de droit public représentés par cette commission au 1er janvier de l'année de l'élection des représentants du personnel. Elles sont déterminées au plus tard huit mois avant la date du scrutin.</p> <p>Toutefois, si dans les six premiers mois de cette année de référence une réorganisation des services ou une modification statutaire entraîne une variation d'au moins 20 % des effectifs représentés au sein de la commission, les parts respectives de femmes et d'hommes sont appréciées et fixées au plus tard quatre mois avant la date du scrutin.</p> <p>En cas d'élection partielle, l'effectif de référence est apprécié à la date d'effet de la décision à l'origine de l'organisation de cette élection.</p> <p>Les représentants du personnel, membres titulaires et suppléants, de la commission consultative paritaire sont désignés pour une période de quatre ans. Leur mandat peut être renouvelé. Toutefois, si la commission est renouvelée en cours de cycle électoral, les représentants du personnel sont élus, dans les conditions fixées par la présente délibération, pour la durée du mandat restant à courir avant le renouvellement général. Lors du renouvellement de la commission consultative paritaire, les nouveaux membres entrent en fonction à la date à laquelle prend fin le mandat des membres auxquels ils succèdent.</p>

Rédaction actuelle de la délibération commune	Nouvelle rédaction proposée
<p>Article 16 : - Les représentants de l'administration, membres titulaires ou suppléants de la commission consultative paritaire venant, au cours de la période susvisée de quatre années, par suite de démission de l'administration ou de leur mandat de membre de la commission, de mise en congé de grave maladie au titre de l'article 13 du décret n°86-83 du 17 janvier 1986, de mise en disponibilité ou pour toute autre cause que l'avancement, à cesser les fonctions en raison desquelles ils ont été nommés ou qui ne réunissent plus les conditions exigées par la présente délibération pour faire partie de la commission consultative paritaire, sont remplacés dans la forme indiquée à l'article 18 ci-après. Le mandat de leurs successeurs expire, dans ce cas, lors du renouvellement de la commission paritaire.</p>	<p>Les représentants de l'administration, membres titulaires ou suppléants de la commission consultative paritaire venant, au cours de la période susvisée de quatre années, par suite de démission de l'administration ou de leur mandat de membre de la commission, de mise en congé de grave maladie au titre de l'article 13 du décret n°86-83 du 17 janvier 1986, de congé sans rémunération pour convenances personnelles ou de congé mobilité à cesser les fonctions en raison desquelles ils ont été nommés ou qui ne réunissent plus les conditions exigées par la présente délibération pour faire partie de la commission consultative paritaire, sont remplacés dans la forme indiquée à l'article 18 ci-après. Le mandat de leurs successeurs expire, dans ce cas, lors du renouvellement de la commission paritaire.</p>
<p>Article 17 : À l'exception des agents des catégories d'emploi 3 et 4 qui peuvent être représentés indifféremment par des agents appartenant à l'une ou l'autre de ces catégories, les représentants du personnel sont désignés pour représenter la catégorie d'emploi à laquelle ils appartiennent.</p> <p>Lorsqu'un représentant titulaire se trouve dans l'impossibilité d'exercer ses fonctions, son suppléant est nommé titulaire.</p> <p>Lorsqu'un représentant suppléant se trouve dans l'impossibilité d'exercer ses fonctions, il est remplacé par le premier candidat non élu de la même liste.</p> <p>Lorsqu'une liste se trouve dans l'impossibilité de pourvoir, dans les conditions prévues à l'alinéa précédent, par des membres titulaires ou suppléants les sièges auxquels elle a droit pour une catégorie d'emploi, l'organisation syndicale ayant présenté la liste désigne son représentant parmi les agents contractuels de cette catégorie, éligibles au moment où se fait la désignation, pour la durée du mandat restant à courir. Lorsqu'un représentant du personnel, membre titulaire ou suppléant de la commission, bénéficie d'un changement de catégorie d'emploi, il continue à représenter la catégorie d'emploi au titre de laquelle il a été désigné</p>	<p>À l'exception des agents des catégories d'emploi 3 et 4 qui peuvent être représentés indifféremment par des agents appartenant à l'une ou l'autre de ces catégories, les représentants du personnel sont désignés pour représenter la catégorie d'emploi à laquelle ils appartiennent.</p> <p>Lorsqu'un représentant titulaire se trouve dans l'impossibilité d'exercer ses fonctions pour l'un des motifs énumérés à l'article 16, il est remplacé par le premier suppléant pris dans l'ordre de la liste au titre de laquelle il a été élu.</p> <p>Lorsqu'un représentant suppléant se trouve dans l'impossibilité d'exercer ses fonctions, il est remplacé par le premier candidat non élu de la même liste.</p> <p>Lorsqu'un représentant du personnel bénéficie d'un congé pour maternité ou pour adoption, il est remplacé temporairement par une personne désignée selon les modalités prévues aux deuxième et troisième alinéas du présent article.</p> <p>Lorsqu'une liste se trouve dans l'impossibilité de pourvoir, dans les conditions prévues à l'alinéa précédent, par des membres titulaires ou suppléants les sièges auxquels elle a droit pour une catégorie d'emploi, l'organisation syndicale ayant présenté la liste désigne son représentant parmi les agents contractuels de cette catégorie, éligibles au moment où se fait la désignation, pour la durée du mandat restant à courir. Lorsqu'un représentant du personnel, membre titulaire ou suppléant de la commission, bénéficie d'un changement de catégorie d'emploi, il continue à représenter la catégorie d'emploi au titre de laquelle il a été désigné.</p>
<p>Article 18. - Les représentants de l'administration, titulaires et suppléants, au sein de la commission sont nommés, par décision du directeur général, dans les quinze jours suivant la proclamation des résultats des élections prévues à la section 3 du présent chapitre. Ils sont choisis parmi les agents exerçant une fonction de direction ou de responsabilité au sein de l'établissement.</p>	<p>Rédaction de l'article 18 de la délibération commune inchangée :</p> <p>Les représentants de l'administration, titulaires et suppléants, au sein de la commission sont nommés, par décision du directeur général, dans les quinze jours suivant la proclamation des résultats des élections prévues à la section 3 du présent chapitre. Ils sont choisis parmi les agents exerçant une fonction de direction ou de responsabilité au sein de l'établissement.</p>

Rédaction actuelle de la délibération commune	Nouvelle rédaction proposée
<p>Pour la désignation de ses représentants, l'administration doit respecter une proportion minimale de 40% de personnes de chaque sexe. Cette proportion est calculée sur l'ensemble des membres représentant l'administration, titulaires et suppléants.</p>	<p>Pour la désignation de ses représentants, l'administration doit respecter une proportion minimale de 40% de personnes de chaque sexe. Cette proportion est calculée sur l'ensemble des membres représentant l'administration, titulaires et suppléants.</p>
<p>Article 19 : Sauf renouvellement anticipé, la date des élections de la commission consultative paritaire est la date fixée par arrêté conjoint du Premier ministre et du ministre chargé de la fonction publique pour le renouvellement général des instances de concertation. La durée du mandat des instances est réduite ou prorogée en conséquence. Sauf cas de renouvellement anticipé, la date des élections est rendue publique par le directeur général, six mois au moins avant l'expiration du mandat en cours.</p> <p>En cas de renouvellement anticipé, la date des élections est fixée par décision du directeur général et rendue publique dans les plus brefs délais.</p>	<p>Rédaction de l'article 19 de la délibération commune inchangée :</p> <p>Sauf renouvellement anticipé, la date des élections de la commission consultative paritaire est la date fixée par arrêté conjoint du Premier ministre et du ministre chargé de la fonction publique pour le renouvellement général des instances de concertation. La durée du mandat des instances est réduite ou prorogée en conséquence. Sauf cas de renouvellement anticipé, la date des élections est rendue publique par le directeur général, six mois au moins avant l'expiration du mandat en cours.</p> <p>En cas de renouvellement anticipé, la date des élections est fixée par décision du directeur général et rendue publique dans les plus brefs délais.</p>
<p>Article. 20 : Sont électeurs les agents recrutés sous contrat à durée indéterminée ainsi que les agents bénéficiant depuis au moins deux mois, d'un contrat d'une durée minimale de six mois ou d'un contrat reconduit successivement depuis au moins 6 mois, en activité ou en congé parental.</p>	<p>Rédaction de l'article 20 de la délibération commune inchangée :</p> <p>Sont électeurs les agents recrutés sous contrat à durée indéterminée ainsi que les agents bénéficiant depuis au moins deux mois, d'un contrat d'une durée minimale de six mois ou d'un contrat reconduit successivement depuis au moins 6 mois, en activité ou en congé parental.</p>
<p>Article 21 : La liste des électeurs appelés à voter est arrêtée par le directeur général. La qualité d'électeur s'apprécie au jour du scrutin.</p> <p>La liste est affichée au moins un mois avant la date du scrutin. Dans les huit jours qui suivent la publication, les électeurs peuvent vérifier les inscriptions et, le cas échéant, présenter des demandes d'inscription. Dans ce même délai, et pendant trois jours à compter de son expiration, des réclamations peuvent être formulées contre les inscriptions ou omissions sur la liste électorale. L'autorité auprès de laquelle la commission consultative paritaire est placée statue sans délai sur les réclamations. Aucune modification n'est alors admise sauf si un événement postérieur et prenant effet au plus tard la veille du scrutin entraîne, pour un agent, l'acquisition ou la perte de la qualité d'électeur. Dans ce cas, l'inscription ou la radiation est prononcée au plus tard la veille du scrutin, soit à l'initiative de l'administration, soit à la demande de l'intéressé, et immédiatement portée à la connaissance des personnels par voie d'affichage.</p>	<p>Rédaction de l'article 21 de la délibération commune inchangée :</p> <p>La liste des électeurs appelés à voter est arrêtée par le directeur général. La qualité d'électeur s'apprécie au jour du scrutin.</p> <p>La liste est affichée au moins un mois avant la date du scrutin. Dans les huit jours qui suivent la publication, les électeurs peuvent vérifier les inscriptions et, le cas échéant, présenter des demandes d'inscription. Dans ce même délai, et pendant trois jours à compter de son expiration, des réclamations peuvent être formulées contre les inscriptions ou omissions sur la liste électorale. L'autorité auprès de laquelle la commission consultative paritaire est placée statue sans délai sur les réclamations. Aucune modification n'est alors admise sauf si un événement postérieur et prenant effet au plus tard la veille du scrutin entraîne, pour un agent, l'acquisition ou la perte de la qualité d'électeur. Dans ce cas, l'inscription ou la radiation est prononcée au plus tard la veille du scrutin, soit à l'initiative de l'administration, soit à la demande de l'intéressé, et immédiatement portée à la connaissance des personnels par voie d'affichage.</p>
<p>Article 22 : Sont éligibles au titre de la commission consultative paritaire, les agents recrutés sous contrat à durée indéterminée et remplissant les conditions requises pour être inscrits sur la liste électorale de cette commission.</p>	<p>Rédaction de l'article 22 de la délibération commune inchangée :</p>

Rédaction actuelle de la délibération commune	Nouvelle rédaction proposée
<p>Toutefois ne peuvent être élus ni les agents en congé de grave maladie au titre de l'article 13 du décret du 17 janvier 1986, ni ceux qui sont frappés d'une des incapacités prononcées par les articles L. 5 et L. 6 du code électoral, ni ceux qui ont été frappés d'une exclusion temporaire de fonctions au titre des sanctions disciplinaires énumérées par l'article 43-2 du décret du 17 janvier 1986, à moins qu'ils n'aient été amnistiés ou qu'ils n'aient bénéficié d'une décision acceptant leur demande tendant à ce qu'aucune trace de la sanction prononcée ne subsiste à leur dossier.</p>	<p>Sont éligibles au titre de la commission consultative paritaire, les agents recrutés sous contrat à durée indéterminée et remplissant les conditions requises pour être inscrits sur la liste électorale de cette commission.</p> <p>Toutefois ne peuvent être élus ni les agents en congé de grave maladie au titre de l'article 13 du décret du 17 janvier 1986, ni ceux qui sont frappés d'une des incapacités prononcées par les articles L. 5 et L. 6 du code électoral, ni ceux qui ont été frappés d'une exclusion temporaire de fonctions au titre des sanctions disciplinaires énumérées par l'article 43-2 du décret du 17 janvier 1986, à moins qu'ils n'aient été amnistiés ou qu'ils n'aient bénéficié d'une décision acceptant leur demande tendant à ce qu'aucune trace de la sanction prononcée ne subsiste à leur dossier.</p>
<p>Article 23 : Chaque liste comprend autant de noms qu'il y a de postes à pourvoir, titulaires et suppléants, pour une catégorie d'emploi donnée, sans qu'il soit fait mention pour chacun des candidats de la qualité de titulaire ou de suppléant. Un même candidat ne peut pas être présenté par plusieurs listes au titre d'une même commission.</p> <p>Chaque liste comprend un nombre de femmes et d'hommes correspondant aux parts respectives de femmes et d'hommes représentés au sein de la commission. Ce nombre est calculé sur l'ensemble des candidats inscrits sur la liste correspondant au nombre de représentants titulaires et suppléants à désigner. Lorsque l'application de l'alinéa précédent n'aboutit pas à un nombre entier de candidats à désigner pour chacun des deux sexes, l'organisation syndicale procède indifféremment à l'arrondi à l'entier inférieur ou supérieur. Les listes doivent être déposées au moins six semaines avant la date fixée pour les élections, par les organisations syndicales qui, dans la fonction publique de l'Etat remplissent les conditions fixées au I de l'article 9 bis de la loi du 13 juillet 1983. Chaque liste déposée mentionne les noms, prénoms et sexes de chaque candidat et indique le nombre de femmes et d'hommes. Les listes peuvent être communes à plusieurs organisations syndicales. Chaque liste doit comporter le nom d'un délégué de liste, candidat ou non, désigné par l'organisation syndicale afin de représenter la liste dans toutes les opérations électorales, notamment pour l'exercice du choix prévu à l'article 30. L'organisation peut désigner un délégué suppléant. Le dépôt de chaque liste doit en outre être accompagné d'une déclaration de candidature signée par chaque candidat. Le dépôt fait l'objet d'un récépissé remis au délégué de liste. Lorsque l'administration constate que la liste ne satisfait pas aux conditions fixées au I de l'article 9 bis de la loi du 13 juillet 1983 précitée, elle remet au délégué de liste une décision motivée déclarant l'irrecevabilité de la liste. Cette décision est remise au plus tard le jour suivant la date limite de dépôt des listes de candidatures.</p>	<p>Chaque liste comprend autant de noms qu'il y a de postes à pourvoir, titulaires et suppléants, pour une catégorie d'emploi donnée, sans qu'il soit fait mention pour chacun des candidats de la qualité de titulaire ou de suppléant. Un même candidat ne peut pas être présenté par plusieurs listes au titre d'une même commission.</p> <p>Chaque liste comprend un nombre de femmes et d'hommes correspondant aux parts respectives de femmes et d'hommes représentés au sein de la commission. Ce nombre est calculé sur l'ensemble des candidats inscrits sur la liste correspondant au nombre de représentants titulaires et suppléants à désigner. Ce nombre peut être calculé par catégorie d'emploi. Lorsque l'application de l'alinéa précédent n'aboutit pas à un nombre entier de candidats à désigner pour chacun des deux sexes, l'organisation syndicale procède indifféremment à l'arrondi à l'entier inférieur ou supérieur.</p> <p>Les listes doivent être déposées au moins six semaines avant la date fixée pour les élections, par les organisations syndicales qui, dans la fonction publique de l'Etat remplissent les conditions fixées à l'article L 211-1 du code général de la fonction publique. Chaque liste déposée mentionne les noms, prénoms et sexes de chaque candidat et indique le nombre de femmes et d'hommes. Les listes peuvent être communes à plusieurs organisations syndicales. Chaque liste doit comporter le nom d'un délégué de liste, candidat ou non, désigné par l'organisation syndicale afin de représenter la liste dans toutes les opérations électorales, notamment pour l'exercice du choix prévu à l'article 30. L'organisation peut désigner un délégué suppléant. Le dépôt de chaque liste doit en outre être accompagné d'une déclaration de candidature signée par chaque candidat. Le dépôt fait l'objet d'un récépissé remis au délégué de liste. Lorsque l'administration constate que la liste ne satisfait pas aux conditions fixées à l'article L 211-1 du code général de la fonction publique, elle remet au délégué de liste une décision motivée déclarant l'irrecevabilité de la liste. Cette décision est remise au plus tard le jour suivant la date limite de dépôt des listes de candidatures.</p>
<p>Article 24 : Aucune liste ne peut être déposée ou modifiée après la date limite prévue à l'article précédent. Toutefois si, dans un délai de trois jours francs suivant la date limite de dépôt des listes, un ou plusieurs candidats inscrits sur une liste sont reconnus inéligibles, l'administration informe sans délai le délégué de liste. Celui-ci peut alors transmettre, dans un délai de trois</p>	<p>Aucune liste ne peut être déposée ou modifiée après la date limite prévue à l'article précédent. Toutefois si, dans un délai de trois jours francs suivant la date limite de dépôt des listes, un ou plusieurs candidats inscrits sur une liste sont reconnus inéligibles, l'administration informe sans délai le délégué de liste. Celui-ci peut alors transmettre, dans un délai de trois jours à compter</p>

Rédaction actuelle de la délibération commune	Nouvelle rédaction proposée
<p>jours à compter de l'expiration du délai de trois jours susmentionné, les rectifications nécessaires. Le candidat inéligible est remplacé par un candidat désigné dans le respect des règles définies au deuxième alinéa de l'article 23 de la délibération. A l'occasion de cette désignation, le délégué de liste peut modifier l'ordre de présentation de la liste. A défaut de rectification, si un ou plusieurs candidats inscrits sur une liste sont reconnus inéligibles, la liste intéressée est considérée comme n'ayant présenté aucun candidat pour la ou les catégories correspondantes (ajout SPF). Lorsque la recevabilité d'une des listes n'est pas reconnue par l'administration, le délai de rectification de trois jours prévu à la première phrase du deuxième alinéa du présent article ne court à l'égard de cette liste qu'à compter de la notification du jugement du tribunal administratif lorsqu'il est saisi d'une contestation de la décision de l'administration, en application du I de l'article 9 bis de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires. Les parts respectives de femmes et d'hommes telles que définies au deuxième alinéa de l'article 23 de la délibération s'apprécient sur la liste de candidats reconnus éligibles.</p> <p>Si le fait motivant l'inéligibilité est intervenu après la date de limite de dépôt des listes, le candidat défaillant peut être également remplacé, sans qu'il y ait lieu de modifier la date des élections. Les listes établies dans les conditions fixées par la présente délibération sont affichées dès que possible dans chaque section de vote. Aucun autre retrait de candidature ne peut être opéré après le dépôt des listes de candidature.</p>	<p>de l'expiration du délai de trois jours susmentionné, les rectifications nécessaires. Le candidat inéligible est remplacé par un candidat désigné dans le respect des règles définies au deuxième alinéa de l'article 23 de la délibération. A l'occasion de cette désignation, le délégué de liste peut modifier l'ordre de présentation de la liste. A défaut de rectification, si un ou plusieurs candidats inscrits sur une liste sont reconnus inéligibles, la liste intéressée est considérée comme n'ayant présenté aucun candidat pour la ou les catégories correspondantes. Lorsque la recevabilité d'une des listes n'est pas reconnue par l'administration, le délai de rectification de trois jours prévu à la première phrase du deuxième alinéa du présent article ne court à l'égard de cette liste qu'à compter de la notification du jugement du tribunal administratif lorsqu'il est saisi d'une contestation de la décision de l'administration, en application du dernier alinéa du I de l'article 9 bis de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires.* Les parts respectives de femmes et d'hommes telles que définies au deuxième alinéa de l'article 23 de la délibération s'apprécient sur la liste de candidats reconnus éligibles.</p> <p>Si le fait motivant l'inéligibilité est intervenu après la date de limite de dépôt des listes, le candidat défaillant peut être également remplacé, sans qu'il y ait lieu de modifier la date des élections. Les listes établies dans les conditions fixées par la présente délibération sont affichées dès que possible dans chaque section de vote. Aucun autre retrait de candidature ne peut être opéré après le dépôt des listes de candidature.</p>
<p>Article 25 : Lorsque plusieurs organisations syndicales affiliées à une même union de syndicats ont déposé des listes concurrentes pour une même élection, l'administration en informe, dans un délai de trois jours francs à compter de la date limite de dépôt des listes, les délégués de chacune des listes. Ces derniers disposent alors d'un délai de trois jours francs pour procéder aux modifications ou aux retraits de liste nécessaires. Si, après l'expiration de ce dernier délai, ces modifications ou retraits de liste ne sont pas intervenus, l'administration informe, dans un délai de trois jours francs, l'union de syndicats dont les listes se réclament. Celle-ci dispose alors d'un délai de cinq jours francs pour indiquer à l'administration, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, la liste qui pourra se prévaloir de l'appartenance à l'union pour l'application du présent titre. En l'absence de cette indication, les organisations syndicales ayant déposé les listes en cause ne peuvent bénéficier des dispositions du I de l'article 9 bis de la loi du n° 83-634 du 13 juillet 1983 et ne peuvent se prévaloir de l'appartenance à une union pour l'application du deuxième alinéa de l'article 26 ci-dessous. Lorsque la recevabilité d'une des listes n'est pas reconnue par l'administration, la procédure décrite ci-dessus est mise en œuvre dans un délai de trois jours à compter de la notification du jugement du tribunal administratif lorsque celui-ci est saisi d'une contestation de la décision de l'administration en application des dispositions du dernier alinéa du I de l'article 9 bis de la loi du 13 juillet 1983.</p>	<p>Lorsque plusieurs organisations syndicales affiliées à une même union de syndicats ont déposé des listes concurrentes pour une même élection, l'administration en informe, dans un délai de trois jours francs à compter de la date limite de dépôt des listes, les délégués de chacune des listes.</p> <p>Ces derniers disposent alors d'un délai de trois jours francs pour procéder aux modifications ou aux retraits de liste nécessaires. Si, après l'expiration de ce dernier délai, ces modifications ou retraits de liste ne sont pas intervenus, l'administration informe, dans un délai de trois jours francs, l'union de syndicats dont les listes se réclament. Celle-ci dispose alors d'un délai de cinq jours francs pour indiquer à l'administration, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, la liste qui pourra se prévaloir de l'appartenance à l'union pour l'application du présent titre. En l'absence de cette indication, les organisations syndicales ayant déposé les listes en cause ne peuvent bénéficier des dispositions de l'article L 211-1 du code général de la fonction publique et ne peuvent se prévaloir de l'appartenance à une union pour l'application du deuxième alinéa de l'article 25 bis ou du deuxième alinéa de l'article 26 ci-dessous. Lorsque la recevabilité d'une des listes n'est pas reconnue par l'administration, la procédure décrite ci-dessus est mise en œuvre dans un délai de trois jours à compter de la notification du jugement du tribunal administratif lorsque celui-ci est saisi d'une contestation de la décision de l'administration en application des dispositions du dernier alinéa du I de l'article 9 bis de la loi du 13 juillet 1983.</p>

Rédaction actuelle de la délibération commune	Nouvelle rédaction proposée
<p style="text-align: center;">Néant</p>	<p>Il est proposé de créer un article 25 bis dans la délibération commune avec la rédaction suivante :</p> <p>Les élections des représentants du personnel au sein de la commission consultative ont lieu par voie électronique, dans les conditions prévues par le décret n° 2011-595 du 26 mai 2011 relatif aux conditions et modalités de mise en œuvre du vote électronique par internet pour l'élection des représentants du personnel au sein des instances de représentation du personnel de la fonction publique de l'Etat.</p> <p>Il est fait mention, dans les informations dont dispose l'électeur au moment d'exprimer son vote, de l'appartenance éventuelle des organisations syndicales candidates, à la date du dépôt des listes, à une union de syndicats à caractère national</p> <p>II. Toutefois, une décision du Directeur général peut prévoir, par dérogation au I, que les opérations de vote se déroulent au moyen du vote à l'urne, à titre exclusif ou complémentaire</p> <p>III. Dans tous les cas, le vote peut aussi avoir lieu par correspondance, dans des conditions précisées par la même décision du Directeur général. Les enveloppes expédiées, aux frais de l'administration, par les électeurs doivent parvenir au bureau de vote avant l'heure de la clôture du scrutin.</p>
<p>Article 26 : Les bulletins de vote et les enveloppes sont établis, aux frais de l'administration, d'après un modèle type fourni par celle-ci.</p> <p>Il est fait mention, sur le bulletin de vote, de l'appartenance éventuelle de l'organisation syndicale, à la date du dépôt des listes, à une union de syndicats à caractère national.</p> <p>Les bulletins de vote et les enveloppes sont remis au directeur de chaque site auprès duquel est placé un bureau de vote, en nombre au moins égal, pour chaque liste, au nombre des électeurs inscrits sur la liste électorale de ce bureau. Ils sont transmis par les soins de l'administration aux agents admis à voter dans les bureaux de vote.</p>	<p>Dans le cas où les opérations de vote se déroulent au moyen du vote à l'urne, les bulletins de vote et les enveloppes sont établis, aux frais de l'administration, d'après un modèle type fourni par celle-ci.</p> <p>Il est fait mention, sur le bulletin de vote, de l'appartenance éventuelle de l'organisation syndicale, à la date du dépôt des listes, à une union de syndicats à caractère national.</p> <p>Les bulletins de vote et les enveloppes sont remis au directeur de chaque site auprès duquel est placé un bureau de vote, en nombre au moins égal, pour chaque liste, au nombre des électeurs inscrits sur la liste électorale de ce bureau. Ils sont transmis par les soins de l'administration aux agents admis à voter dans les bureaux de vote.</p>
<p>Article 27 : Un bureau de vote central est institué sur le site où est installé le siège de l'établissement. Il procède au dépouillement des votes et à la proclamation des résultats.</p> <p>Des bureaux de vote délégués peuvent être mis en place, par décision du directeur général de l'établissement, en fonction de l'importance du nombre de votants sur chacun des sites.</p> <p>Les bureaux de vote délégués, lorsqu'ils sont institués, procèdent au dépouillement du scrutin et transmettent les résultats au bureau de vote central.</p>	<p>Un bureau de vote central est institué sur le site où est installé le siège de l'établissement. Il procède au dépouillement des votes et à la proclamation des résultats.</p> <p>Des bureaux de vote spéciaux peuvent être mis en place, par décision du directeur général de l'établissement, en fonction de l'importance du nombre de votants sur chacun des sites.</p>

Rédaction actuelle de la délibération commune	Nouvelle rédaction proposée
<p>Le dépouillement du scrutin est mis en œuvre, sauf circonstances particulières, dans un délai qui ne peut être supérieur à trois jours ouvrables à compter de la date de l'élection.</p> <p>Le bureau de vote central et les bureaux de vote délégués comportent chacun un président et un secrétaire désignés par le directeur général, ainsi qu'un délégué de chaque liste en présence.</p>	<p>Le bureau de vote central et, le cas échéant, les bureaux de vote spéciaux comprennent un président et un secrétaire désignés par décision du Directeur général ainsi qu'un délégué de chaque liste en présence.</p> <p>Les bureaux de vote spéciaux, lorsqu'ils sont institués, procèdent au dépouillement du scrutin et transmettent le procès-verbal de dépouillement au bureau de vote central.</p> <p>Le bureau de vote central constate le nombre total de votants et détermine le nombre total de suffrages valablement exprimés ainsi que le nombre de voix obtenues par chaque liste. Il détermine en outre le quotient électoral en divisant le nombre total de suffrages valablement exprimés par le nombre de représentants titulaires à élire pour la commission consultative paritaire et le cas échéant pour chaque catégorie d'emploi.</p> <p>A l'issue du dépouillement et sans délai, le bureau de vote central procède à la proclamation des résultats. Il établit le procès-verbal des opérations électorales, sur lequel sont portés le nombre d'électeurs, le nombre de votants, le nombre de suffrages valablement exprimés, le nombre de votes nuls et le nombre de voix obtenues par chaque candidature en présence. Sont annexés à ce procès-verbal les enveloppes mises à part sans être ouvertes et les bulletins blancs ou nuls.</p>
<p>Article 28 : Les opérations électorales se déroulent publiquement dans les locaux de travail et pendant les heures de service.</p> <p>Le vote a lieu au scrutin secret et sous enveloppe.</p> <p>Les électeurs ne peuvent voter que pour une liste entière, sans radiation ni adjonction de noms et sans modification de l'ordre de présentation des candidats. Est nul tout bulletin établi en méconnaissance de l'une de ces conditions.</p> <p>Le vote peut avoir lieu par correspondance, dans les conditions qui seront fixées par le directeur général. Les enveloppes expédiées par les électeurs doivent parvenir au bureau de vote avant l'heure de clôture du scrutin.</p> <p>Il peut être recouru au vote électronique selon des modalités définies par décret en Conseil d'Etat.</p>	<p>Les opérations électorales se déroulent publiquement dans les locaux de travail et pendant les heures de service. Les horaires d'ouverture et de clôture du scrutin sont arrêtés par l'autorité auprès de laquelle est instituée la commission consultative paritaire.</p> <p>Le vote peut avoir lieu par correspondance, dans les conditions qui seront fixées par le directeur général. Les enveloppes expédiées par les électeurs doivent parvenir au bureau de vote avant l'heure de clôture du scrutin.</p> <p>Le vote a lieu au scrutin secret et sous enveloppe.</p>

Rédaction actuelle de la délibération commune	Nouvelle rédaction proposée
<p>Article 29 : Le bureau de vote central constate le nombre de voix obtenues par chaque liste. Il détermine en outre le quotient électoral en divisant le nombre total de suffrages valablement exprimés par le nombre de représentants titulaires à élire.</p>	<p>Les électeurs ne peuvent voter que pour une liste entière, sans radiation ni adjonction de noms et sans modification de l'ordre de présentation des candidats. Est nul tout bulletin établi en méconnaissance de l'une de ces conditions. Le dépouillement du scrutin a lieu, sauf circonstances particulières, dans un délai qui ne peut être supérieur à trois jours ouvrables à compter de la date de l'élection. A l'issue du dépouillement et sans délai, le bureau de vote central procède à la proclamation des résultats.</p>
<p>Article 30 : Les représentants du personnel au sein de la commission consultative paritaire sont élus au bulletin secret à la proportionnelle. La désignation des membres titulaires est effectuée de la manière indiquée au présent article.</p> <p>a) Nombre total de sièges de représentants titulaires attribués à chaque liste : Chaque liste a droit à autant de sièges de représentants titulaires que le nombre de voix recueillie par elle contient de fois le quotient électoral. Les sièges de représentants titulaires restant éventuellement à pourvoir sont attribués suivant la règle de la plus forte moyenne.</p> <p>b) Fixation de catégories d'emplois dans lesquels les listes ont des représentants titulaires : La liste ayant droit au plus grand nombre de sièges choisit chacun d'eux dans une catégorie d'emploi différente sous réserve de ne pas empêcher par son choix une autre liste d'obtenir le nombre de sièges auxquels elle a droit dans les catégories d'emplois pour lesquelles elle avait présenté des candidats.</p> <p>Les autres listes exercent ensuite leur choix successivement dans l'ordre décroissant du nombre de sièges auxquels elles peuvent prétendre dans les mêmes conditions et sous les mêmes réserves. En cas d'égalité du nombre de sièges obtenus, l'ordre de choix est déterminé par le nombre respectif de suffrages obtenus par les listes en présence. En cas d'égalité du nombre des suffrages, l'ordre des choix est déterminé par voie de tirage au sort.</p> <p>Lorsque la procédure prévue ci-dessus n'a pas permis à une ou plusieurs listes de pourvoir tous les sièges auxquels elle aurait pu prétendre, ces sièges sont attribués à la liste qui, pour les catégories d'emplois dont les représentants restent à désigner, a obtenu le plus grand nombre de suffrages.</p> <p>Dans l'hypothèse où aucune liste n'a présenté de candidats pour une catégorie d'emploi considérée, les représentants de cette catégorie d'emploi sont désignés par voie de tirage au sort parmi les agents contractuels de cette catégorie d'emploi. Si les agents ainsi désignés n'acceptent pas leur nomination, les sièges vacants des représentants du personnel sont attribués à des représentants de l'administration.</p> <p>Après accord entre l'administration et l'ensemble des organisations syndicales représentatives de l'établissement, les élections peuvent être organisées par catégorie d'emploi. Dans ce cas,</p>	<p>Les représentants du personnel au sein de la commission consultative paritaire sont élus, au bulletin secret à la proportionnelle. Le cas échéant, cette élection est réalisée par catégorie d'emploi.</p> <p>La désignation des membres titulaires est effectuée de la manière indiquée au présent article.</p> <p>a) Nombre total de sièges de représentants titulaires attribués à chaque liste Chaque liste a droit à autant de sièges de représentants titulaires que le nombre de voix recueillies par elle contient de fois le quotient électoral. Le cas échéant, ce quotient électoral est déterminé pour chaque catégorie d'emploi.</p> <p>Les sièges de représentants titulaires restant éventuellement à pourvoir sont attribués suivant la règle de la plus forte moyenne.</p> <p>b) Désignation des représentants titulaires Les représentants titulaires sont désignés selon l'ordre de présentation de la liste.</p> <p>c) Dispositions spéciales en cas d'élection organisée par catégorie d'emploi : Dans le cas où, pour l'attribution d'un siège, des listes ont la même moyenne, le siège est attribué à la liste qui a recueilli le plus grand nombre de voix. Si les listes en cause ont recueilli le même nombre de voix, le siège est attribué à celle qui a présenté, en application du premier alinéa de l'article 23 de la présente délibération, le plus grand nombre de candidats à élire au titre de la commission consultative paritaire. Si plusieurs de ces listes ont obtenu le même nombre de voix et ont présenté le même nombre de candidats, le siège est attribué à l'une d'entre elles par voie de tirage au sort.</p> <p>d) Dispositions spéciales en cas d'élection non organisée par catégorie d'emploi :</p> <p>Fixation de catégories d'emplois dans lesquels les listes ont des représentants titulaires : La liste ayant droit au plus grand nombre de sièges choisit chacun d'eux dans une catégorie d'emploi différente sous réserve de ne pas empêcher par son choix une autre liste d'obtenir le nombre de sièges auxquels elle a droit dans les catégories d'emplois pour lesquelles elle avait présenté des candidats.</p>

Rédaction actuelle de la délibération commune	Nouvelle rédaction proposée
<p>les alinéas 1 à 3 du b) de l'article 30 de la présente délibération ne sont pas applicables. Dans cette hypothèse, les règles relatives à la représentation équilibrée des femmes et des hommes au sein de la commission s'apprécient par catégorie d'emploi.</p> <p>c) Désignation des représentants titulaires de chaque catégorie d'emploi : Les représentants titulaires sont désignés selon l'ordre de présentation de la liste.</p> <p>d) Dispositions spéciales : Dans le cas où, pour l'attribution d'un siège, des listes ont la même moyenne, le siège est attribué à la liste qui a recueilli le plus grand nombre de voix. Si les listes en cause ont recueilli le même nombre de voix, le siège est attribué à celle qui a présenté, en application du premier alinéa de l'article 23 ci-dessus, le plus grand nombre de candidats à élire au titre de la commission consultative paritaire. Si plusieurs de ces listes ont obtenu le même nombre de voix et ont présenté le même nombre de candidats, le siège est attribué à l'une d'entre elles par voie de tirage au sort.</p>	<p>Les autres listes exercent ensuite leur choix successivement dans l'ordre décroissant du nombre de sièges auxquels elles peuvent prétendre dans les mêmes conditions et sous les mêmes réserves. En cas d'égalité du nombre de sièges obtenus, l'ordre de choix est déterminé par le nombre respectif de suffrages obtenus par les listes en présence. En cas d'égalité du nombre des suffrages, l'ordre des choix est déterminé par voie de tirage au sort.</p> <p>Lorsque la procédure prévue ci-dessus n'a pas permis à une ou plusieurs listes de pourvoir tous les sièges auxquels elle aurait pu prétendre, ces sièges sont attribués à la liste qui, pour les catégories d'emplois dont les représentants restent à désigner, a obtenu le plus grand nombre de suffrages.</p> <p>Dans l'hypothèse où aucune liste n'a présenté de candidats pour une catégorie d'emploi considérée, les représentants de cette catégorie d'emploi sont désignés par voie de tirage au sort parmi les agents contractuels de cette catégorie d'emploi. Si les agents ainsi désignés n'acceptent pas leur nomination, les sièges vacants des représentants du personnel sont attribués à des représentants de l'administration.</p> <p>Dans le cas où, pour l'attribution d'un siège, des listes ont la même moyenne, le siège est attribué à la liste qui a recueilli le plus grand nombre de voix. Si les listes en cause ont recueilli le même nombre de voix, le siège est attribué à celle qui a présenté, en application du premier alinéa de l'article 23 de la présente délibération, le plus grand nombre de candidats à élire au titre de la commission consultative paritaire. Si plusieurs de ces listes ont obtenu le même nombre de voix et ont présenté le même nombre de candidats, le siège est attribué à l'une d'entre elles par voie de tirage au sort.</p>
<p>Article 31 : Il est attribué à chaque liste et pour chaque catégorie d'emploi un nombre de sièges de représentants suppléants, égal à celui des représentants titulaires élus au titre de cette liste, pour la représentation de la catégorie d'emploi considérée.</p> <p>Les représentants suppléants élus sont désignés selon l'ordre de présentation de la liste après désignation des représentants titulaires désignés dans les conditions définies au c de l'article 30.</p> <p>Un procès-verbal des opérations électorales est établi par le bureau de vote central et immédiatement transmis à l'autorité auprès de laquelle est instituée la commission, ainsi qu'aux agents habilités à représenter les listes de candidats.</p>	<p>Il est attribué à chaque liste et pour chaque catégorie d'emploi un nombre de sièges de représentants suppléants, égal à celui des représentants titulaires élus au titre de cette liste, pour la représentation de la catégorie d'emploi considérée.</p> <p>Les représentants suppléants élus sont désignés selon l'ordre de présentation de la liste, après désignation des représentants titulaires désignés dans les conditions prévues à l'article 30 b).</p> <p>Un procès-verbal des opérations électorales est établi par le bureau de vote et immédiatement transmis par tout moyen approprié à l'autorité auprès de laquelle est instituée la commission, ainsi qu'aux agents habilités à représenter les listes de candidats dans les conditions prévues à l'article 23.</p>
<p>Article 32 : Lorsqu'une liste commune a été établie par des organisations syndicales, la répartition entre elles des suffrages exprimés se fait sur la base indiquée et rendue publique par les organisations syndicales concernées lors du dépôt de leur liste.</p> <p>A défaut d'indication, la répartition des suffrages se fait à part égale entre les organisations concernées. Cette répartition est mentionnée sur les listes affichées dans les sections de vote.</p>	<p>Rédaction de l'article 32 de la délibération commune inchangée :</p> <p>Lorsqu'une liste commune a été établie par des organisations syndicales, la répartition entre elles des suffrages exprimés se fait sur la base indiquée et rendue publique par les organisations syndicales concernées lors du dépôt de leur liste.</p>

Rédaction actuelle de la délibération commune	Nouvelle rédaction proposée
	A défaut d'indication, la répartition des suffrages se fait à part égale entre les organisations concernées. Cette répartition est mentionnée sur les listes affichées dans les sections de vote.
<p>Article 33 : Sans préjudice des dispositions du dernier alinéa du I de l'article 9 bis de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires, les contestations sur la validité des opérations électorales sont portées, dans un délai de cinq jours à compter de la proclamation des résultats, devant l'autorité auprès de laquelle la commission consultative paritaire est constituée, puis, le cas échéant, devant la juridiction administrative.</p>	<p>Rédaction de l'article 33 de la délibération commune inchangée : Sans préjudice des dispositions du dernier alinéa du I de l'article 9 bis de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires, les contestations sur la validité des opérations électorales sont portées, dans un délai de cinq jours à compter de la proclamation des résultats, devant l'autorité auprès de laquelle la commission consultative paritaire est constituée, puis, le cas échéant, devant la juridiction administrative.</p>
<p>Article 34 : La commission consultative paritaire est consultée sur les questions d'ordre individuel :</p> <p>1° Les contestations relatives à l'évaluation ; 2° Les propositions et les contestations relatives à l'avancement ; 3° Les contestations relatives aux mutations ; 4° Les refus de congés pour formation syndicale ; 5° Les refus de congés pour raisons de famille, pour convenances personnelles et pour création d'entreprise, prévus au titre V du décret n°86-83 du 17 janvier 1986 ; 6° Les refus de demande d'action de préparation à un concours administratif ou d'action de formation, et les refus de congé formation ; 7° Les refus d'autorisation d'accomplir un service à temps partiel et les litiges relatifs aux conditions d'exercice du temps partiel ; 8° Les refus d'autorisation de télétravail, 9° Les sanctions disciplinaires à l'exception du blâme et de l'avertissement ;</p> <p>10° Les contestations relatives au classement initial découlant de l'application du décret n°2003-224 du 7 mars 2003 et de la présente délibération ; 11° Les décisions individuelles relatives aux licenciements intervenant postérieurement à la période d'essai.</p>	<p>La commission consultative paritaire est consultée sur les questions d'ordre individuel portant sur :</p> <p>1° Les contestations relatives à l'évaluation; 2° Les avancements ; 3° Les bonifications indiciaires ;</p> <p>4° Les refus des congés prévus à l'article L 215-1 du code général de la fonction publique (nouveau issue du décret du 17 janvier 1986 changement légistique par rapport au projet, il s'agit du congé pour formation syndicale)</p> <p>5° Les décisions refusant le bénéfice du congé pour formation dans les conditions fixées par le III de l'article 94 du décret n° 2020-1427 du 20 novembre 2020 relatif aux comités sociaux d'administration dans les administrations et les établissements publics de l'Etat (nouveau article 1-2 du décret 17 janvier 1986, il s'agit des 2 jours de formation hygiène et sécurité (sur les 5 au total sur le mandat dont l'organisme de formation est choisi par le RP)</p> <p>6° Des décisions de refus d'une demande d'actions de formation, d'une période de professionnalisation ou d'une demande de congé de formation professionnelle dans les cas prévus respectivement aux articles 7, 17 et 27 du décret n° 2007-1470 du 15 octobre 2007 relatif à la formation professionnelles tout au long de la vie des fonctionnaires de l'Etat (nouveau article 1-2 du décret de 1986)</p> <p>7° Les décisions ayant pour objet de dispenser un agent de l'obligation mentionnée au troisième alinéa du I de l'article 25 du décret du 15 octobre 2007 susvisé (nouveau article 1-2 du décret de 1986, il s'agit de l'obligation de 3 ans effectifs dans l'administration pour bénéficiaire du CFP)</p> <p>8° Des décisions refusant le bénéfice du congé prévu au troisième alinéa de l'article 11 du décret du 17 janvier 1986 en vue de favoriser la formation de cadres et d'animateurs pour la jeunesse (nouveau article 1-2 du décret de 1986)</p>

Rédaction actuelle de la délibération commune	Nouvelle rédaction proposée
	<p>9° Des décisions refusant une demande de congés au titre du compte épargne-temps (nouveau article 1-2 du décret de 1986)</p> <p>10° Des décisions refusant une demande de mobilisation du compte personnel de formation en application des articles L 1422-11 et L1422-13 du code général de la fonction publique (rédaction issue de l'article 1-2 du décret du 17 janvier 1986 pour respecter la nouvelle législation);</p> <p>11° Les refus de congés pour raisons de famille, pour convenances personnelles et pour création d'entreprise, prévus au titre V du décret n°86-83 du 17 janvier 1986 ;</p> <p>12° Les refus de congés de mobilité tels que prévus à l'article 33-2 du décret du 17 janvier 1986 ;</p> <p>13° les décisions refusant des autorisations d'absence pour suivre une action de préparation à un concours administratif ou une action de formation continue (rédaction issue de l'article 1-2 modifié du décret de 1986) ;</p> <p>14° Les litiges d'ordre individuel relatifs aux conditions d'exercice du temps partiel ainsi que les décisions refusant l'autorisation d'accomplir un service à temps partiel (nouvelle rédaction issue de l'article 1-2 du décret du 17 janvier 1986)</p> <p>15° Les contestations individuelles relatives à la mise en œuvre du télétravail (issue de l'article 1-2 modifié du décret de 1986) ;</p> <p>16° Les sanctions disciplinaires à l'exception du blâme et de l'avertissement et de l'exclusion temporaire des fonctions avec retenue de traitement pour une durée maximale de trois jours (nouveau article 1-2 modifié décret de 1986);</p> <p>17° Les contestations relatives au classement initial découlant de l'application du décret n°2003-224 du 7 mars 2003 et de la délibération le mettant en œuvre</p> <p>18° Les mises à disposition des agents contractuels employés de manière continue depuis au moins trois ans, auprès d'un service de l'Etat, d'un établissement public autres que ceux mentionnés à l'article 1er du décret du 7 mars 2003 ou d'un organisme public ou privé, français ou étranger, chargé d'une mission d'intérêt général ;</p> <p>19° Le réemploi d'un agent, en cas de délivrance d'un nouveau titre de séjour, à l'issue de la période de privation des droits civiques ou de la période d'interdiction d'exercer un emploi public tel que prévu à l'article 45-1 du décret du 17 janvier 1986 (nouveau article 1-2 modifié décret de 1986);</p> <p>20° Les décisions individuelles relatives aux licenciements intervenant postérieurement à la</p>

Rédaction actuelle de la délibération commune	Nouvelle rédaction proposée
	<p>période d'essai.</p> <p>La CCP est également informée des motifs qui empêchent le reclassement de l'agent dans les conditions prévues au 3° de l'article 17 et à l'article 45-5 du décret du 17 janvier 1986.</p> <p>Cette consultation et le cas échéant, l'information sur les motifs qui empêchent le reclassement, ont lieu postérieurement à l'entretien préalable.</p> <p>En revanche, cette consultation et, le cas échéant, l'information sur les motifs qui empêchent le reclassement, ont lieu avant l'entretien préalable lorsque l'agent concerné se trouve dans l'une des situations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - siège au sein d'un organisme consultatif au sein duquel s'exerce la participation des fonctionnaires et agents de l'Etat ; - a obtenu, au cours des 12 mois précédant ce licenciement, une autorisation spéciale d'absence en application de l'article 13 du décret n°82-447 du 28 mai 1982 relatif à l'exercice du droit syndical dans la fonction publique ; - bénéficie d'une décharge d'activité de service égale ou supérieure à 20% de son temps de travail accordée en application de l'article 16 du décret du 28 mai 1982 précité ; - ancien représentant du personnel durant les 12 mois suivants l'expiration de son mandat, ou du candidat non élu, pendant un délai de 6 mois après la date de l'élection pour la création ou le renouvellement de l'organisme consultatif au sein duquel s'exerce la participation des fonctionnaires et agents de l'Etat. <p>21° Les décisions individuelles relatives au non renouvellement du contrat de personnes investies d'un mandat syndical. (nouveau article 1-2 modifié décret de 1986);</p>
<p>Article 35 : La commission consultative paritaire est présidée par le directeur général. En cas d'empêchement, le président désigne, pour le remplacer, un autre représentant de l'administration, membre de la commission consultative paritaire. Il en est fait mention au procès-verbal de la réunion.</p>	<p><u>Rédaction de l'article 35 de la délibération commune inchangée :</u> La commission consultative paritaire est présidée par le directeur général. En cas d'empêchement, le président désigne, pour le remplacer, un autre représentant de l'administration, membre de la commission consultative paritaire. Il en est fait mention au procès-verbal de la réunion.</p>
<p>Article 36 : Chaque commission consultative élabore son règlement intérieur par référence au règlement type des commissions administratives paritaires établi après avis du conseil supérieur de la fonction publique de l'Etat. Le règlement intérieur de chaque commission doit être soumis à l'approbation du ministre intéressé ou de l'autorité auprès de laquelle la commission consultative paritaire est placée. Le secrétariat est assuré par un représentant de l'administration qui peut n'être pas membre de la commission. Un représentant du personnel est désigné par la commission en son sein pour exercer les fonctions de secrétaire adjoint. Un procès-verbal est établi après chaque séance. Il est signé par le président et contresigné par le secrétaire et le secrétaire adjoint et transmis, dans le délai d'un mois, aux membres de la commission. Ce procès-verbal est soumis à l'approbation des membres de la commission lors de la séance suivante.</p>	<p><u>Rédaction de l'article 36 de la délibération commune inchangée :</u> Chaque commission consultative élabore son règlement intérieur par référence au règlement type des commissions administratives paritaires établi après avis du conseil supérieur de la fonction publique de l'Etat. Le règlement intérieur de chaque commission doit être soumis à l'approbation du ministre intéressé ou de l'autorité auprès de laquelle la commission consultative paritaire est placée. Le secrétariat est assuré par un représentant de l'administration qui peut n'être pas membre de la commission. Un représentant du personnel est désigné par la commission en son sein pour exercer les fonctions de secrétaire adjoint. Un procès-verbal est établi après chaque séance. Il est signé par le président et contresigné par le secrétaire et le secrétaire adjoint et transmis, dans le délai d'un mois, aux membres de la commission. Ce procès-verbal est soumis à l'approbation des membres de la commission lors de la séance suivante.</p>

Rédaction actuelle de la délibération commune	Nouvelle rédaction proposée
<p>Article 37 La commission consultative paritaire se réunit au moins deux fois par an sur convocation de son président, à son initiative ou, dans le délai maximal de deux mois, sur demande écrite de la moitié au moins des représentants titulaires du personnel. La commission se réunit soit en assemblée plénière, soit en formation restreinte lorsqu'elle délibère sur les points 1, 2, 8, 9,10 et 11 de l'article 34 de la présente délibération.</p> <p>Lorsque la commission siège en formation restreinte, seuls les membres représentant la catégorie d'emploi à laquelle appartient l'agent intéressé et les membres représentant la catégorie immédiatement supérieure, ainsi qu'un nombre égal de représentants de l'administration, sont appelés à siéger.</p> <p>Lorsque la commission siège en formation disciplinaire, l'agent dont la situation est examinée est convoqué au moins 15 jours avant la date de la réunion et peut se faire assister par le ou les défenseurs de son choix.</p>	<p>La commission consultative paritaire se réunit sur convocation de son président. L'acte portant convocation est adressé par voie électronique aux membres de la commission au moins huit jours avant la séance. Il fixe l'ordre du jour.</p> <p>La commission se réunit soit en assemblée plénière, soit en formation restreinte lorsqu'elle délibère sur les points 2, 3 et 16 de l'article 34 de la présente délibération.</p> <p>Lorsque la commission siège en formation restreinte, seuls les représentants du personnel occupant un emploi de niveau au moins égal à celui de l'agent dont la situation est examinée et un nombre égal de représentants de l'administration sont appelés à siéger.</p> <p>Lorsque la commission siège en formation disciplinaire, l'agent dont la situation est examinée est convoqué au moins 15 jours avant la date de la réunion et peut se faire assister par le ou les défenseurs de son choix. »</p>
<p>Article 38 Les suppléants peuvent assister aux séances de la commission sans pouvoir prendre part aux débats. Ils n'ont voix délibérative qu'en l'absence des titulaires qu'ils remplacent. Le président de la commission peut convoquer des experts à la demande de l'administration ou à la demande des représentants du personnel afin qu'ils soient entendus sur un point inscrit à l'ordre du jour. Les experts ne peuvent assister qu'à la partie des débats, à l'exclusion du vote, relative aux questions pour lesquelles leur présence a été demandée.</p>	<p>Rédaction de l'article 38 de la délibération commune inchangée :</p> <p>Les suppléants peuvent assister aux séances de la commission sans pouvoir prendre part aux débats. Ils n'ont voix délibérative qu'en l'absence des titulaires qu'ils remplacent. Le président de la commission peut convoquer des experts à la demande de l'administration ou à la demande des représentants du personnel afin qu'ils soient entendus sur un point inscrit à l'ordre du jour. Les experts ne peuvent assister qu'à la partie des débats, à l'exclusion du vote, relative aux questions pour lesquelles leur présence a été demandée.</p>
<p>Article 39 : La commission est saisie par son président ou sur demande écrite signée par la moitié au moins des représentants du personnel de toutes questions relevant de sa compétence. Elle émet un avis à la majorité des membres présents. S'il est procédé à un vote, celui-ci a lieu à main levée. Toutefois, à la demande de l'un des membres titulaires de la commission, le vote a lieu à bulletin secret. En cas de partage des voix, l'avis est réputé avoir été donné ou la proposition formulée. Les abstentions sont admises.</p> <p>Lorsque l'autorité compétente prend une décision contrairement à l'avis ou à la proposition, émis par la commission, cette autorité doit informer la commission des motifs qui vont conduire à ne pas suivre l'avis ou la proposition formulée. Les séances des commissions ne sont pas publiques.</p>	<p>La commission consultative paritaire émet ses avis à la majorité des membres présents. S'il est procédé à un vote, celui-ci a lieu à main levée. Les abstentions sont admises. Toutefois, à la demande de l'un des membres titulaires de la commission, le vote a lieu à bulletin secret. En cas de partage des voix l'avis est réputé avoir été donné ou la proposition formulée.</p> <p>Lorsque l'autorité compétente prend une décision contrairement à l'avis ou à la proposition émis par la commission, cette autorité doit informer la commission des motifs qui l'ont conduite à ne pas suivre l'avis ou la proposition.</p> <p>Les séances des commissions ne sont pas publiques.</p>
<p style="text-align: center;">Néant</p>	<p>Il est proposé de créer un article 39 bis dans la délibération commune qui serait rédigé de la manière suivante :</p> <p>I- En cas d'urgence ou de circonstances particulières, et, dans ce dernier cas, sauf opposition de la majorité des membres représentants du personnel, le président de la</p>

Rédaction actuelle de la délibération commune	Nouvelle rédaction proposée
	<p>commission peut décider qu'une réunion sera exclusivement organisée par conférence audiovisuelle, ou à défaut téléphonique, sous réserve qu'il soit techniquement en mesure de veiller, tout au long de la séance, au respect des règles posées en début de celle-ci, afin que :</p> <p>1° N'assistent que les personnes habilitées à l'être. Le dispositif doit permettre l'identification des participants et le respect de la confidentialité des débats vis-à-vis des tiers ;</p> <p>2° Chaque membre siégeant avec voix délibérative ait la possibilité de participer effectivement aux débats.</p> <p>Sous réserve de l'accord exprès de l'agent concerné, la tenue d'une commission en matière disciplinaire, selon ces modalités, peut être exceptionnellement autorisée conformément aux dispositions de l'article 1-2 du décret du 17 janvier 1986.</p> <p>3° Le cas échéant, lorsque le vote a lieu à bulletin secret à la demande de l'un des membres titulaires de la commission, le secret du vote soit garanti par tout moyen.</p> <p>II. En cas d'impossibilité de tenir ces réunions selon les modalités fixées au I, à l'exception de la commission qui se réunit en matière disciplinaire, le président peut décider qu'une réunion sera organisée par tout procédé assurant l'échange d'écrits transmis par voie électronique. Les observations émises par chacun des membres sont immédiatement communiquées à l'ensemble des autres membres participants ou leur sont accessibles, de façon qu'ils puissent répondre dans le délai prévu pour la réunion.</p> <p>III. Les modalités de réunion, d'enregistrement et de conservation des débats et échanges ainsi que les modalités selon lesquelles des tiers peuvent être entendus par la commission sont précisées par le règlement intérieur ou, à défaut, par la commission, en premier point de l'ordre du jour de la réunion. Dans ce dernier cas, un compte rendu écrit détaille les règles déterminées applicables pour la tenue de la réunion.</p>
<p>Article 40 : Les représentants du personnel ne peuvent siéger à la commission lorsque celle-ci est appelée à délibérer sur leur situation individuelle. Lorsque pour une catégorie donnée, aucun représentant du personnel titulaire ou suppléant ne peut valablement siéger, il est fait application de la procédure de tirage au sort prévue au b de l'article 30 de la présente délibération. En cas de refus de siéger ou de récusation des représentants désignés par le sort, la représentation de cette catégorie n'est pas assurée au sein de la commission.</p>	<p>Les représentants du personnel ne peuvent siéger à la commission lorsque celle-ci est appelée à délibérer sur leur situation individuelle. Lorsque pour une catégorie donnée, aucun représentant du personnel titulaire ou suppléant ne peut valablement siéger, il est fait application de la procédure de tirage au sort parmi les agents contractuels de cette catégorie d'emploi. En cas de refus de siéger ou de récusation des représentants désignés par le sort, la représentation de cette catégorie n'est pas assurée au sein de la commission.</p>

Rédaction actuelle de la délibération commune	Nouvelle rédaction proposée
<p>Article 41 : Toutes facilités doivent être données à la commission consultative paritaire par l'administration pour lui permettre de remplir ses attributions. En outre, communication doit lui être donnée de toutes pièces et documents nécessaires à l'accomplissement de sa mission huit jours au moins avant la date de la séance. Une autorisation d'absence est accordée aux représentants du personnel pour leur permettre de participer aux réunions de cette commission, sur simple présentation de leur convocation. La durée de cette autorisation est calculée en tenant compte des délais de route, de la durée prévisible de la réunion, et augmentée d'un temps égal à cette durée afin de mettre les intéressés en mesure d'assurer la préparation et le compte rendu des travaux de la commission, sans que ce temps puisse excéder deux journées. Les membres de la commission consultative paritaire sont soumis à l'obligation de discrétion professionnelle en ce qui concerne tous les faits et documents dont ils ont eu connaissance en cette qualité.</p>	<p>Rédaction de l'article 41 de la délibération commune inchangée : Toutes facilités doivent être données à la commission consultative paritaire par l'administration pour lui permettre de remplir ses attributions. En outre, communication doit lui être donnée de toutes pièces et documents nécessaires à l'accomplissement de sa mission huit jours au moins avant la date de la séance. Une autorisation d'absence est accordée aux représentants du personnel pour leur permettre de participer aux réunions de cette commission, sur simple présentation de leur convocation. La durée de cette autorisation est calculée en tenant compte des délais de route, de la durée prévisible de la réunion, et augmentée d'un temps égal à cette durée afin de mettre les intéressés en mesure d'assurer la préparation et le compte rendu des travaux de la commission, sans que ce temps puisse excéder deux journées. Les membres de la commission consultative paritaire sont soumis à l'obligation de discrétion professionnelle en ce qui concerne tous les faits et documents dont ils ont eu connaissance en cette qualité.</p>
<p>Article 42 : La commission ne délibère valablement qu'à la condition d'observer les règles de constitution et de fonctionnement édictées par le décret n° 82-451 du 28 mai 1982 relatif aux commissions administratives paritaires, la présente délibération, ainsi que par son règlement intérieur. En outre, les trois quarts au moins des membres doivent être présents lors de l'ouverture de la réunion. Lorsque ce quorum n'est pas atteint, une nouvelle convocation est envoyée dans le délai de huit jours aux membres de la commission qui siège alors valablement si la moitié de ses membres sont présents.</p>	<p>La commission ne délibère valablement qu'à la condition d'observer les règles de constitution et de fonctionnement édictees par la présente délibération, ainsi que par son règlement intérieur. En outre, les trois quarts au moins des membres doivent être présents lors de l'ouverture de la réunion. Lorsque ce quorum n'est pas atteint, une nouvelle convocation est envoyée dans le délai de huit jours aux membres de la commission qui siège alors valablement si la moitié de ses membres sont présents. Un membre quittant la séance peut donner délégation à tout autre membre de la commission, titulaire ou suppléant, pour voter en son nom.</p>
<p>Article 43 : Dans l'intérêt du service, la durée du mandat de la commission consultative paritaire peut être réduite ou prorogée, par décision du directeur général Cette réduction ou prorogation ne peut excéder une durée de dix-huit mois.</p> <p>En cas de difficulté dans son fonctionnement, la commission consultative paritaire peut être dissoute dans la forme prévue pour sa constitution après avis du Conseil supérieur de la fonction publique de l'Etat. Il est alors procédé, dans le délai de deux mois, à la mise en place, dans les conditions fixées par la présente délibération, d'une nouvelle commission consultative paritaire.</p>	<p>Dans l'intérêt du service, la durée du mandat de la commission consultative paritaire peut être réduite ou prorogée, par décision du directeur général Cette réduction ou prorogation ne peut excéder une durée de dix-huit mois.</p>
<p>Article. 43 bis. – Les membres de la commission consultative paritaire ne perçoivent aucune indemnité du fait de leurs fonctions dans cette commission. Ils sont toutefois indemnisés de leurs frais de déplacement et de séjour dans les conditions fixées par le décret n°2006-781 du 3 juillet 2006.</p>	<p>Rédaction de l'article 43 bis de la délibération commune inchangée : Les membres de la commission consultative paritaire ne perçoivent aucune indemnité du fait de leurs fonctions dans cette commission. Ils sont toutefois indemnisés de leurs frais de déplacement et de séjour dans les conditions fixées par le décret n°2006-781 du 3 juillet 2006.</p>